

déclarations [sont] de nature à dissuader sérieusement certains candidats de déposer des candidatures et, partant, à faire obstacle à leur accès au marché du travail »<sup>9</sup>.

Autant l'applicabilité de l'article 2, § 2, a, de la directive 2000/43 à des victimes de discrimination raciale à l'embauche non identifiées mais réelles paraît conforme à la lettre du texte — qui ne pose aucune condition d'identification de la personne victime — autant elle est contestable s'agissant de victimes encore potentielles de ce type de discrimination. En d'autres termes, en assimilant, comme le préconisait subtilement l'avocat général<sup>10</sup>, l'intention de discriminer au fait de discriminer — fût-ce sous le couvert de la notion atemporelle de « politique d'embauche directement discriminatoire »<sup>11</sup> — la Cour s'affranchit de la lettre de l'article 2, § 2, de la directive 2000/43 qui, *nolens volens*, vise clairement l'hypothèse de discriminations réelles et non simplement hypothétiques. Il est certes tentant d'invoquer, en faveur de l'interprétation retenue, les nécessités de la lutte, toujours difficile, contre les discriminations raciales. Mais cette lutte doit-elle, pour autant, être menée au mépris d'une saine conception de la « légalité » ? Le risque d'une telle démarche n'est pas tant celui de mécontenter le juriste épris de rigueur que de consacrer une perte du sens des mots qui, à long terme, pourrait bien se révéler contre-productive (si « tout » est discrimination, plus rien ne l'est...).

Quoi qu'il en soit, ayant affirmé que les déclarations publiques d'un employeur annonçant qu'il ne recrutera pas de travailleurs étrangers constituaient une discrimination directe au sens de l'article 2, § 2, de la directive 2000/43, la Cour, sur le terrain de la preuve, ne pouvait qu'admettre l'applicabilité de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la directive 2000/43 : une politique discriminatoire à l'embauche étant présumée, il incombe à cet employeur de prouver qu'il ne viole pas l'égalité de traitement en démontrant que la pratique réelle d'embauche de l'entreprise ne correspond pas à ses déclarations, ce qui revient inéluctablement, soit dit en passant, à rechercher si, *par le passé*, l'entreprise concernée a pratiqué ou non une politique discriminatoire !. D'où, finalement, l'inutilité de la confusion opérée *in casu* entre la question de la définition du concept de discrimination directe et celle de la preuve de la discrimination (directe ou indirecte). La Cour, tout en précisant que, sur le terrain de l'article 2, § 2, de la directive 2000/43, des déclarations publiques faisant état d'une politique discriminatoire à l'embauche fondée sur la race ou l'ethnie n'étaient pas, en soi, constitutives d'une discrimination directe, pouvait, sur le terrain, cette fois, de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, affirmer que lesdites déclarations valaient présomption de discrimination(s) intervenue(s) dans le cadre d'une telle politique.

Damien ROETS<sup>(\*)</sup>

(9) *Ibidem*.

(10) Voy. le point 16 des conclusions de l'avocat général.

(11) Voy. point 34.

(\*) L'auteur est maître de conférences à la Faculté de droit et des sciences économiques, Université de Limoges, O.M.I.J. (France). Les commentaires éventuels peuvent être envoyés à damien.roets@unilim.fr.

## Arrêt « Wallonie c. Flandre » : l'accès à une prestation sociale organisée par une collectivité à l'intérieur d'un Etat membre

**L**E DROIT EUROPÉEN a-t-il des effets sur l'organisation, par une collectivité territoriale, à l'intérieur d'un Etat membre, de services présentant un caractère social, lorsque ces services sont réservés aux membres de cette collectivité, sans être accessibles aux autres nationaux ?

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Cour de justice a prononcé, en réponse à une demande préjudicielle émanant de la Cour constitutionnelle de Belgique, un arrêt concernant un régime d'assurance soins organisé par la Communauté flamande dans ce pays<sup>1</sup>. La question était de savoir si le droit européen impose d'ouvrir aux personnes résidant dans la partie francophone du pays mais travaillant en Flandre ou à Bruxelles le bénéfice du régime d'assurance soins organisé par la Communauté flamande. Il pourrait paraître « injuste » que ces personnes soient exclues du régime, alors que ce dernier est accessible aux personnes établies dans d'autres Etats membres lorsqu'elles travaillent en Flandre. Tandis que les uns considéreraient cette situation comme un élément politiquement sensible, les autres y voyaient la conséquence d'une application correcte du droit.

### 1

#### Enoncé du problème

Instituée par le décret du Parlement flamand du 30 mars 1999, l'assurance soins flamande vise principalement à répondre aux besoins d'une population vieillissante en Flandre. Pour les personnes qui sont confrontées à une autonomie réduite, l'assurance soins ouvre un droit à la prise en charge par la caisse d'assurance soins de frais encourus pour la prestation d'aide et de services non médicaux.

L'assurance soins flamande a donné lieu à de nombreuses difficultés politiques internes. L'idée d'une assurance contre la dépendance avait déjà germé au sein du gouvernement fédéral il y a plus de vingt ans. Finalement, elle a pris la forme d'un mécanisme d'assurance flamand, indépendant de la sécurité sociale classique. La Communauté française s'est opposée fermement à l'assurance soins flamande, en contestant la compétence de la Flandre pour créer un tel régime. La Cour d'arbitrage de Belgique (devenue Cour constitutionnelle) a confirmé à plusieurs reprises que, contrairement à cette allégation, la Communauté flamande dispose bien, selon elle, de la compétence d'établir les règles concernant l'assurance soins. Elle a jugé formellement que cette matière relève de la compétence des Communautés en application du droit belge institutionnel<sup>2</sup>.

Dans l'ordre juridique interne belge, l'assurance soins flamande ne fait donc pas partie de la sécurité sociale. Comme la Flandre n'a pas la compétence de prélever des cotisations sociales sur le travail, le lieu de résidence a été pris comme critère territorial pour l'application de l'assurance soins. Ainsi que la Cour constitutionnelle l'a clairement affirmé, le critère territorial est conforme à la Constitution belge.

Ce lien strict entre l'affiliation et le lieu de résidence a donné lieu à des objections de la part de la Commission européenne. En particulier, le 17 décembre 2002, celle-ci a envoyé une lettre d'avertissement<sup>3</sup> à la Communauté flamande, l'enjoignant de mettre son régime d'assurance soins en conformité avec les dispositions du règlement n° 1408/71 en matière de sécurité sociale pour les personnes migrantes<sup>4</sup>.

En réponse à ces objections, le législateur décentral flamand a adapté le champ d'application personnel de l'assurance soins flamande par le décret du 30 avril 2004. Outre le lieu de résidence des travailleurs migrants, leur lieu de travail est désormais également pris en considération, en accord avec les règles générales de référence posées par l'article 13 du règlement n° 1408/71. En d'autres termes, l'occupation au travail en Flandre ou à Bruxelles, et donc l'assurabilité en Belgique, devient aussi une condition d'affiliation. Une personne qui réside en Flandre mais travaille dans un autre Etat membre où elle est assurée n'est pas obligée de s'affilier à l'assurance soins flamande.

Le critère du travail sur le territoire de la Région flamande ou de la Région de Bruxelles-Capitale paraît s'imposer eu égard aux particularités du régime fédéral belge, plutôt que des dispositions expresses du règlement n° 1408/71. En effet, dans la mesure où ce règlement reconnaît les Etats membres mais non des communautés autonomes, il pourrait être argumenté qu'il suffit dès lors à un travailleur migrant d'être occupé au travail en Belgique pour être affilié à l'assurance soins flamande. Cela mènerait à des situations aberrantes où, par exemple, une personne résidant aux Pays-Bas mais travaillant

(3) En vue d'adapter l'assurance soins flamande aux observations de la Commission européenne, le gouvernement flamand a, à l'époque, créé une commission d'experts dans le but d'adapter le décret flamand au règlement européen. Faisaient partie de cette commission : président Liesbeth Van Rompaey, Yves Jorens, Steven Vansteenkiste, Hendrik Vos, Bea Cantillon, Marc Huybrechts, Frank Ingelaere, Paul Van Orshoven.

(4) La Commission européenne a aussi formulé des observations concernant la non-conformité de l'assurance soins flamande avec les principes de libre circulation des biens et des services. La Communauté flamande a, à cet égard, aussi adapté l'assurance soins à ces principes. Les questions à ce sujet ne sont cependant plus traitées dans le cadre du présent commentaire.

(1) C.J.C.E., 1<sup>er</sup> avril 2008, affaire C-212/06, *gouvernement de la Communauté française et gouvernement wallon c. gouvernement flamand*.

(2) Cour d'arbitrage, arrêt n° 33/2001 du 13 mars 2001 ; Cour d'arbitrage, arrêt n° 8/2004 du 22 janvier 2004 ; Cour d'arbitrage, arrêt n° 51/2006 du 19 avril 2006.

à Liège, et n'ayant donc aucun lien avec la Flandre, serait malgré tout affiliée à l'assurance soins flamande.

A la suite de la modification du régime de l'assurance soins par le décret du 30 avril 2004, un travailleur frontalier néerlandais travaillant en Flandre mais résidant aux Pays-Bas, par exemple, est couvert par l'assurance soins flamande, alors qu'un ressortissant belge travaillant en Flandre, mais résidant dans la partie francophone du pays ne l'est pas, à défaut de satisfaire à la condition principale de résidence en Flandre. Dans la mesure en effet où cette personne ne peut être considérée comme un travailleur migrant, elle ne peut invoquer le règlement n° 1408/71. En conséquence, un travailleur migrant international a droit à un traitement différent de celui réservé à un travailleur migrant interrégional.

## 2

### L'arrêt et ses conséquences

Selon la Cour de justice, l'assurance soins flamande peut être considérée comme une prestation de maladie au sens du règlement n° 1408/71.<sup>5</sup> Le fait que l'assurance soins entre dans le champ d'application matériel de ce règlement et constitue dès lors une prestation de sécurité sociale ne s'oppose pas à ce qu'en droit interne, elle puisse être considérée comme relevant de l'aide sociale au sens de la structure étatique belge. Pour juger s'il s'agit de prestations de maladie, il faut prendre en considération l'exportabilité générale des prestations de l'assurance flamande.

Le jeu des critères, du lieu de résidence pour une situation purement interne, et du lieu de l'emploi concernant les travailleurs migrants, a incité les gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne à se poser la question de savoir si les dispositions du décret flamand ne sont pas contraires au principe d'égalité entre les citoyens belges. Plus concrètement : est-il légitime qu'une personne (wallon ou flamand) qui réside à Liège et travaille à Gand soit exclue du bénéfice de l'assurance soins flamande, alors qu'un Français qui habite à Lille et travaille à Courtrai soit bien affilié?

Dans le passé, la Cour avait déjà déclaré que le règlement n° 1408/71 n'est applicable qu'aux situations transfrontalières, « frontières » étant entendues comme visant uniquement les frontières entre les Etats membres.<sup>6</sup> La question cruciale était de savoir si la Cour allait confirmer sa jurisprudence concernant de telles « situations purement internes » ou si elle estimerait plutôt que la libre circulation à l'intérieur d'un seul Etat doit être la même qu'entre les Etats membres. Dans ses conclusions, l'avocat général Sharpston indiqua que, pour elle, les Belges n'ayant pas fait usage des droits économiques classiques de libre circulation entrent en principe dans le champ d'application du droit communautaire ou sont concernés par l'application du droit communautaire dans une mesure telle

qu'ils devraient pouvoir invoquer ce droit. La Cour n'a cependant pas suivi les conclusions de son avocat général. Pour elle, des ressortissants belges qui exercent une activité professionnelle dans la partie néerlandophone du pays ou sur le territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, mais résident en région francophone ou germanophone et n'ont jamais fait usage de leur droit de libre circulation à l'intérieur de l'Union, n'ont pas droit à l'assurance soins flamande, étant donné que le droit communautaire n'est pas applicable à de telles situations purement internes. Une personne qui travaille à Gand, mais habite à Liège n'a dès lors pas droit à l'assurance soins flamande.

Qu'en est-il des ressortissants d'autres Etats membres exerçant une activité professionnelle dans la partie néerlandophone du pays ou sur le territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, mais résidant dans une autre partie du territoire national? Comme la Cour le fait remarquer, il est possible que des travailleurs migrants qui exercent une activité salariée ou indépendante dans une de ces deux parties du pays ou envisagent de le faire soient dissuadés de faire usage de leur droit de libre circulation et de quitter leur Etat membre d'origine pour s'établir en Belgique parce que le fait de s'installer dans certaines parties du territoire belge a pour conséquence qu'ils perdent le bénéfice de certaines prestations auxquelles ils pourraient prétendre en l'occurrence. Le fait que les travailleurs salariés ou indépendants concernés se trouvent dans une situation où ils perdent le bénéfice de l'assurance soins ou se voient limités dans le choix de leur lieu de résidence entraînerait une entrave à leur liberté de circulation.

Qui est par conséquent assuré?

a) Un ressortissant de l'Union européenne résidant en Wallonie a l'obligation de s'affilier à l'assurance soins flamande au cas où il est soumis à l'assurance sociale en Flandre du fait de son occupation professionnelle en Flandre. S'il travaille à Bruxelles, il est libre de s'affilier ou non. Un Belge qui, habitant en Wallonie, a dans le passé fait usage de son droit de libre circulation est aussi assuré. Il en est ainsi principalement d'un Belge qui a habité ou travaillé dans un autre pays de l'U.E./E.E.E. Par exemple, un Wallon qui, ayant travaillé en Allemagne, décide d'aller travailler à Anvers tout en habitant à Liège, relèvera de l'assurance soins flamande et sera donc obligé de s'affilier.

b) Est aussi assuré, le citoyen U.E. retraité qui habite en Wallonie, ainsi que le retraité wallon ou flamand qui a fait usage de son droit de libre circulation. Pour savoir si ces retraités qui habitent en Wallonie peuvent prétendre au bénéfice de l'assurance soins flamande, un système assez compliqué a été élaboré. Il s'agit de savoir si l'intéressé est assuré social en Belgique ou, plus précisément, si ses droits à la pension ont été constitués en Flandre, à Bruxelles ou en Wallonie. Si ses droits ont été constitués dans une seule entité fédérée, à savoir en Wallonie, le retraité est exclu de l'assurance soins flamande. Si les droits ont été constitués à Bruxelles, il a la possibilité de s'affilier, tandis que si les droits ont été constitués uniquement en Flandre, l'intéressé a l'obligation de s'affilier à l'assurance soins flamande. La règle devient encore plus compliquée si les droits à la pension ont été constitués dans deux ou trois entités fédérées. Si les droits ont été constitués à la fois en Wallonie, en Flandre ou à Bruxelles, l'intéressé

est exclu de l'assurance soins flamande; s'ils ont été constitués en Flandre et à Bruxelles, il faut tenir compte de la plus longue période d'assurance. En cas d'égalité de la durée des périodes, on prend en compte l'entité où les droits ont été constitués en dernier lieu. Dans la pratique, cette réglementation compliquée risque de donner lieu à de nombreux problèmes. Ce n'est certainement pas une sinécure d'établir à quel moment et dans quelle communauté une personne a travaillé. Cette scission en communautés est la prolongation d'un ordre d'idées logique, notamment que pour savoir si un travailleur a été assuré en Belgique, il est requis qu'il ait travaillé en Flandre.

c) S'agissant du travailleur frontalier entrant, pour déterminer l'Etat compétent, il convient de vérifier qui se charge du paiement de la pension. Si l'intéressé perçoit une pension de vieillesse belge et habite à l'étranger, il pourra prétendre aux prestations de l'assurance soins flamande. Le travail en Flandre a en effet ouvert le droit à la pension de vieillesse. Les retraités qui se sont constitués des droits à la pension dans différents Etats membres et résident dans un autre Etat membre sont affiliés à l'assurance sociale de l'Etat membre à laquelle ils ont été affiliés le plus longtemps.<sup>7</sup> Des retraités qui habitent à l'étranger et sont assurés sociaux en Belgique seraient donc, en vertu du règlement, soumis à la législation du pays où ils ont été assurés le plus longtemps. Ce critère a été abandonné début 2008 par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février. Actuellement on donne la préférence au pays du dernier emploi comme critère d'affiliation à l'assurance soins flamande en partant du raisonnement qu'il n'y avait pas d'empêchement à l'égard d'autres personnes pour qui la dernière résidence compte comme critère.

d) Il y a encore une situation spéciale pour les personnes à charge des travailleurs frontaliers. Jusqu'à présent, on a toujours soutenu la thèse que les membres de la famille des travailleurs migrants habitant à l'étranger et qui sont affiliés à l'assurance soins flamande, n'ont pas droit aux prestations de cette assurance. Les droits propres l'emportent en effet sur les droits dérivés. Pour l'application des règles de référence, on avait tenu compte uniquement du droit propre de l'intéressé pour la bonne raison que la notion de « membre de la famille » est incon nue et que le principe du lieu de résidence reste primer. Malgré le fait que ce point de vue était discutable, et plus particulièrement au regard de la jurisprudence de la Cour de justice dans l'affaire *Hosse*<sup>8</sup>, les membres de la famille résidant à l'étranger restèrent exclus. L'arrêt de la Cour de justice du 1<sup>er</sup> avril 2008 a apporté une modification à cette situation. L'assurance soins s'applique maintenant aussi aux membres de la famille qui relèvent du règlement. Les personnes qui jusqu'à présent ne pouvaient s'affilier, principalement les personnes à charge des travailleurs frontaliers qui travaillent en Flandre et habitent sur le territoire de l'E.E.E. devront aussi s'affilier. D'autre part, des personnes qui jusqu'à présent devaient ou pouvaient s'affilier sont exclues de l'obligation de s'affilier. C'est plus particulièrement le cas pour les personnes à charge des travailleurs frontaliers qui habitent en Flandre ou habitent à Bruxelles (ces derniers étaient libres de s'affilier) et travaillent dans

(5) C.J.C.E., 1<sup>er</sup> avril 2008, affaire C-212/06, attendus 16-23.

(6) C.J.C.E., 22 septembre 1992, affaire C-153/91, *Petit, Rec.*, 4973.

(7) Article 28, règlement n° 1408/71.

(8) C.J.C.E., 21 février 2006, affaire C-286/03.

l'E.E.E., qui ne seront plus obligés de s'affilier ou ne pourront le faire.

Il est évident que l'application pratique de l'assurance soins flamande dans le contexte européen n'est pas devenue plus facile après l'arrêt de la Cour de justice. Et nous ne parlons pas encore des ressortissants hors Union. Les ressortissants de pays tiers relèvent du champ d'application personnel du règlement. Par exemple, un Brésilien qui est occupé légalement en Flandre et habite légalement aux Pays-Bas est affilié à l'assurance soins flamande conformément au règlement. En revanche, un autre Brésilien qui a travaillé et habité en France et décide ensuite d'aller habiter en Wallonie et de travailler en Flandre n'est pas affilié à l'assurance soins flamande. Sa situation diffère d'ailleurs de la situation d'un citoyen U.E. qui fait usage de son droit de libre circulation. Cette différence de traitement découle logiquement du fait que l'argumentation de la Cour de justice dans l'arrêt du 1<sup>er</sup> avril 2008 est fondée, non sur les dispositions du règlement n° 1408/71, mais directement sur l'article 39 du Traité CE sur la libre circulation des travailleurs, qui est applicable aux seuls ressortissants de l'U.E.

## 3

## Conclusion

Bien que le champ d'application de l'assurance soins flamande ait été étendu à quelques catégories de personnes à partir d'octobre 2001<sup>9</sup>, le groupe qui était à la base de la question préjudicielle des gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne, à savoir les personnes qui travaillent en Flandre et habitent en Wallonie, est toujours exclu de l'assurance soins flamande.<sup>10</sup> La Cour ne peut en effet pas se prononcer sur ce point étant donné le caractère purement interne de cette situation.

D'un point de vue strictement juridique, cette jurisprudence peut se justifier. Autrement, le développement de politiques régionales de sécurité sociale telles qu'on en trouve dans de nombreux Etats membres de l'U.E., par exemple en Espagne, serait fortement compromis, notamment car le règlement n° 1408/71 n'est absolument pas adapté pour être appliqué à des entités régionales. Il est indéniable qu'en l'occurrence, le régime d'assurance soins flamande va encore faire l'objet de débats et pressions politiques. Il revient maintenant à la Cour constitutionnelle belge de voir si cette différence de traitement ne contient pas de discrimination. La balle se trouve donc dans le camp du juge national. La grande question est de savoir si nous n'avons ici pas une situation de traitement différent de cas différents. S'il en est ainsi, il n'y a pas de violation du principe d'égalité de traitement.

Yves JORENS<sup>(\*)</sup>

(9) Date de départ de l'assurance soins. Les arrêts de la Cour de justice sont entrés en vigueur à partir de ce moment.

(10) Les personnes qui habitent en Flandre et travaillent en Wallonie ont évidemment l'obligation de s'affilier.

(\*) L'auteur est professeur de sécurité sociale et de droit social européen à l'Université de Gand et avocat au barreau de Bruxelles. Il peut être joint à l'adresse : yves.jorens@pandora.be.

## L'application du règlement sur le contrôle des concentrations (1<sup>er</sup> janvier 2006 - 31 décembre 2007)

**L**A PRÉSENTE CHRONIQUE aborde les développements les plus significatifs du contrôle européen des concentrations au cours de la période 2006-2007, tant sur le plan législatif que jurisprudentiel.

## 1

## Introduction

1. — Le volet législatif du contrôle européen des concentrations, dont la refonte avait été entamée avec l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2004 du règlement n° 139/2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises<sup>1</sup> (ci-après le « règlement concentrations »), a été complété au cours de la période de référence envisagée par l'adoption de lignes directrices sur les concentrations non horizontales<sup>2</sup> et l'adoption d'une communication juridictionnelle consolidée venue remplacer les diverses communications de 1998<sup>2bis</sup>.

2. — La période de référence a par ailleurs battu le record du nombre de notifications de concentrations (356 notifications de concentrations en 2006 et 402 notifications de concentrations en 2007). Une grande partie des décisions d'autorisation en première phase (plus de 60%) a été adoptée selon les règles de la procédure simplifiée<sup>3</sup>. Les dispositions en matière de renvoi du règlement concentrations connaissent également un succès croissant, en particulier l'article 4, § 5, qui permet aux entreprises de demander le renvoi à la Commission de concentrations susceptibles d'être examinées par au moins trois Etats membres. Pendant la période de référence, vingt enquêtes approfondies (seconde phase) ont été clôturées<sup>4</sup>, tandis que 28 procédures d'enquêtes approfondies ont été engagées<sup>5</sup>. Malgré cette légère augmen-

tation du nombre de procédures dites de deuxième phase par rapport aux années antérieures, seule une opération de concentration a été interdite pendant la période de référence. Cette dernière a par ailleurs été marquée par l'annulation par le Tribunal de première instance, pour la première fois, d'une décision approuvant une concentration, et ce pour des motifs liés au fond de l'affaire.

3. — La présente contribution aborde les développements les plus significatifs du contrôle européen des concentrations au cours de la période examinée. Après avoir examiné les développements législatifs et jurisprudentiels relatifs aux questions de compétence et de procédure (point II), les développements les plus significatifs dans la pratique décisionnelle de la Commission et la jurisprudence des juridictions européennes seront abordés en matière de concentrations horizontales (point III) et de concentrations non horizontales (point IV). Les mesures correctives, pour lesquelles la Commission a entamé un projet de réforme, seront également examinées (point V).

## 2

## Compétence et procédure

## A. — Compétence

4. — En matière de compétence, le développement le plus marquant au cours de la période de référence est vraisemblablement l'adoption par la Commission d'une communication juridictionnelle consolidée en matière de contrôle des concentrations (point A). La période de référence a par ailleurs été marquée par l'adoption de plusieurs décisions prises sur pied de l'article 21 du règlement concentrations (point B).

### 1. — La communication juridictionnelle consolidée

5. — Le 10 juillet 2007, la Commission a adopté une communication juridictionnelle consolidée<sup>6</sup>

(1) Règlement (C.E.) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises, *J.O.*, 2004, L 24/1. Les auteurs remercient Anne Lamote, avocat au barreau de Bruxelles, de son aide dans la préparation de la présente contribution.

(2) Lignes directrices sur l'appréciation des concentrations non horizontales au regard du règlement du Conseil relatif au contrôle des concentrations entre entreprises, pas encore publiées au *J.O.* mais disponibles sur le site Internet de la D.G. COMP à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/legislation/nonhorizontalguidelines\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/legislation/nonhorizontalguidelines_fr.pdf).

(2bis) Communication juridictionnelle codifiée de la Commission concernant le règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises, *J.O.*, 2008, C-95/1.

(3) Communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (C.E.) n° 139/2004 du Conseil, *J.O.*, 2005, C 56/32.

(4) Dix enquêtes approfondies furent clôturées en 2006 et dix autres en 2007.

(5) Treize enquêtes approfondies ont été ouvertes en 2006 et quinze autres en 2007.

(6) Communication juridictionnelle codifiée de la Commission concernant le règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises, *J.O.*, 2008, C 95/1.